

Compte rendu

Ouvrage recensé :

CANET, Raphaël et Jules DUCHASTEL (dir.), *La régulation néolibérale. Crise ou ajustement ?*, Outremont, QC, Athéna éditions, 2004, 391 p.

par Jean Marie Izquierdo

Études internationales, vol. 37, n° 1, 2006, p. 143-145.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/013419ar>

DOI: 10.7202/013419ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

qu'ont pu avoir ces « investissements immatériels » liés à ces nouvelles technologies.

La thèse était une thèse d'économie. L'ouvrage est un ouvrage d'économiste. La plupart des économistes aujourd'hui, surtout parmi les plus jeunes, ne font plus de l'économie, que nous appelions autrefois politique, mais ils ambitionnent de faire de la « science » économique. Ils font du général et pour faire du général ils font de l'abstrait. Tout ceci pour dire que cette thèse, qui a été très bonne de toute évidence, puisqu'elle a mérité d'être publiée, est quasiment incompréhensible pour un non-initié. Combien de lecteurs habituels de notre revue, intéressés par le titre de l'ouvrage, apprécieront des formules mathématiques, parfois d'un solide niveau, pendant des pages et des pages... ?

Michel LELART

CNRS, Université d'Orléans, France

La régulation néolibérale. Crise ou ajustement ?

CANET, Raphaël et Jules DUCHASTEL (dir.).
Outremont, QC, Athéna éditions, 2004,
391 p.

À travers leur ouvrage *La régulation néolibérale. Crise ou ajustement ?*, Raphaël Canet et Jules Duchastel, ont choisi de resituer les réalités politiques nées du mouvement néolibéral. Grâce aux différents auteurs à qui ils ont fait appel, les coordonnateurs ont adopté « une position critique par rapport à ces profondes transformations induites par le passage au néolibéralisme politique ». C'est ainsi une manière de revisiter des notions que l'on utilise peut-être trop rapidement : la gouvernance qui remplace-

rait le gouvernement, la société civile, la démocratie (représentative/participative), la mondialisation et surtout, le rôle des États dans cet univers contemporain. Voilà une approche qui se révèle fort intéressante car, même si certains États restent encore réticents et tardent à l'admettre, le néolibéralisme s'impose chaque jour plus fermement comme une donnée dont nous ne pouvons plus nous soustraire. Aussi est-il important, comme nous y convient les auteurs de nous interroger sur les incidences politiques du néo-libéralisme. Comme l'exprime fort justement Raphaël Canet : « Le retour du politique dans la mondialisation, ce n'est pas simplement les contestations populaires et autres forums social mondial et européen, c'est l'avènement d'un nouveau mode d'organisation politique faisant fi des notions classiques de souveraineté, de représentation et de légitimité. » Nous sommes alors invités, à travers les articles qui composent ce recueil de contributions, à nous interroger sur les valeurs qui animent depuis l'ère des Révolutions européennes les âmes des États.

Le plus commun dans ce type d'ouvrage est de trouver des articles trop hétérogènes pour en tirer quelque chose de captivant et surtout de signifiant. Présentement, le livre ne tombe pas dans ce piège. Son découpage en trois parties dont deux plutôt théoriques (Partie 1 : Nouvelles formes de régulation et démocratie et Partie 2 : Économie politique et libéralisme) défendent avec cohérence des approches enrichies de données empiriques (Partie 3, Le néolibéralisme en actes). Avant cela, Jules Duchastel décrit l'orientation de

l'ouvrage. Son texte éponyme présente la thématique générale commune à l'ensemble des textes : Quelle est la place des citoyens dans l'univers qui nous gouverne ? Quel est le rôle des institutions ? Quel est le sens de la démocratie ?, etc. Face à ces questionnements, les articles qui suivent lancent des pistes. L'article de Laurent Pech par exemple décrit l'importance des logiques privées dans l'usage du droit. Sa contribution annonce celle d'Anick Veilleux puis celle de Raphaël Canet qui poursuivent cette interrogation à partir du rôle que jouent les firmes multinationales dans la gouvernance mondiale. Quels peuvent bien être les rôles des citoyens dans un environnement qui semble dépasser le fonctionnement des États-nations ? Simon Perrault parachève ce tour d'horizon en s'interrogeant sur une forme de mobilisation citoyenne « mondiale » : les forums comme espace de revendications de « droit d'avoir des droits ».

La seconde partie du livre se questionne sur les différents aspects de l'économie néolibérale proprement dite : la haute finance (Olivier Régol), la question de la régulation des marchés financiers et la question des normes et des codes de conduite financiers (Anick Veilleux et Christian Deblock), puis les incidences du néolibéralisme dans l'usage du droit de la propriété intellectuelle, particulièrement important dans le cadre des économies fondées sur la recherche et le développement (Marc-André Gagnon). Peter Graefe complète cette section en interrogeant l'économie sociale et la démocratie dans le cadre néolibéral. C'est-à-dire qu'il

fait le pont récapitulatif entre la première partie et la seconde et annonce l'ultime section qui se fonde sur des études de cas. En effet, la 3^e partie prend pour point de départ des situations déterminées géographiquement (l'aire latino-américaine et le Canada) afin de comparer les réalités néolibérales dans une globalité. À l'heure où des hommes d'État d'origine indienne, de gauche, ouvertement anti-néolibéraux, parviennent à prendre le pouvoir en Amérique latine (Evo Morales en Bolivie), il est effectivement intéressant de faire le bilan des politiques néolibérales sur ces territoires. L'Amérique latine est entrée dans l'*économie monde*, selon la formule de Fernand Braudel, au xv^e siècle. Depuis, elle n'a eu de cesse que de chercher à vivre comme lui commandaient les empires coloniaux (xv^e-xix^e siècles). Les classes oligarchiques cosmopolites des xix^e et xx^e siècles ont ensuite occupé le pouvoir laissant finalement peu de place à l'instauration d'un État tel qu'on l'entendait ailleurs, privilégiant même à la fin du xx^e siècle les choix néolibéraux. Aujourd'hui, même si les États latino-américains tentent de se constituer en bloc régionaux, ils n'en restent pas moins des États structurellement faibles où la démocratie effective trouve difficilement sa place, où la privatisation des services sociaux (assurance-emploi, assurance-maladie, éducation) ne laisse pas envisager d'amélioration collective (Francis Clermont). C'est donc la société civile qui se mobilise, se substituant aux attributs étatiques, interrogeant la véritable essence de l'exercice politique de la démocratie (Rachel Sarasin). Isidro Cheresky nous le démontre à travers une Argentine

moribonde. Une Argentine qui continue d'essayer le réalisme néolibéral. L'action gouvernementale y a du mal à se défaire de son opinion publique. Les citoyens restent toujours en quête d'une nouvelle élite politique plus proche d'eux. Même soucis pour Gladys Melo Pinzón qui confirme l'adhésion sans faille de l'élite colombienne aux thèses néolibérales au détriment de citoyens laissés à la marge des processus de décisions. Voilà des exemples qui illustrent la difficile adéquation entre exercice démocratique et thèses néolibérales. Viennent enfin trois articles illustrant la diversité néolibérale canadienne, c'est-à-dire dans un contexte étatique éminemment différent des exemples antérieurs : l'un sur les deux modèles de politique sociale au Canada (Mélanie Bourque), un second sur la néolibéralisation managériale des services publics québécois (François L'Italien), le troisième interroge le fonctionnement de l'État québécois (Gilles Bourque). D'autres territoires pour d'autres illustrations afin de témoigner justement du fait « que le programme néolibéral n'[est] pas apparu avec la même force dans différents contextes nationaux » (Jules Duchastel).

Cet ouvrage est dense, riche. Il interpelle la position de chacun face à des enjeux et des déterminants qui continuent de nous dépasser individuellement. Grâce aux choix d'exemples intelligibles, il a la grande qualité de nous interroger dans ce sens : que pouvons-nous faire, citoyens, pour rester maître d'une partie de notre destin ?

Jean Marie IZQUIERDO

CERVL, Sciences po, Bordeaux, France

Globalisation et pouvoir des entreprises.

RIOUX, Michèle (dir.). Coll. *Économie politique internationale*, Outremont, QC, Athéna éditions, 2005, 246 p.

Les entreprises privées bénéficient d'une forte montée en puissance dans le jeu des grands acteurs économiques internationaux, notamment par le canal des flux d'investissements internationaux et des nouvelles formes de gouvernances libérales favorables au marché. Les grandes firmes multinationales ont de moins en moins en face d'elles les contre-pouvoirs des États. Ceux-ci se préoccupent *a priori* de la défense de l'intérêt public, mais ils sont mis eux-mêmes en concurrence dans les choix faits par les entreprises. La question de ce livre est la suivante : Comment peut-on rétablir un équilibre entre les intérêts des entreprises et l'intérêt public ?

Dans son introduction, Michèle Rioux s'interroge sur l'obéissance des marchés et des sociétés au seul hasard de la liberté (Campagnolo). Aujourd'hui, la compétition internationale est de plus en plus déterritorialisée et autonome, ce qui crée des déséquilibres inacceptables sur le double plan éthique et politique. Les États et leurs territoires sont mis en concurrence, ce qui limite considérablement leur autonomie. Les stratégies du « cavalier seul » deviennent monnaie courante. Après avoir mis en évidence la définition de la mondialisation selon le FMI, perçue comme un processus historique qui est le fruit de l'innovation humaine et du progrès technique, la perception linéaire est contestée. La globalisation économique ne